

MODIFICATION DES STATUTS DU SMBL ET DESIGNATION DES DELEGUES

Seules les communautés de communes concernées par l'élection des délégués (CC Quercy Caussadais, CC Coteaux et Plaines du Pays Lafrançaisain) inséreront le texte en italiques

Monsieur le Président informe les membres du Conseil communautaire que les Communautés de Communes Iotoises Quercy Blanc et Pays de Lalbenque – Limogne ont demandé leur adhésion au Syndicat Mixte du Bassin du Lemboulas.

Les membres du comité syndical ont accepté ces demandes et ont donc modifié les statuts du Syndicat Mixte du Bassin du Lemboulas par délibération n° 20181105-06 du 5 novembre 2018, prenant effet au 1^{er} mars 2019.

Monsieur le Président donne lecture des statuts modifiés du SMBL, notamment les articles 2, 4 et 7.

Monsieur le Président informe l'assemblée qu'il convient également de procéder à l'élection des délégués qui siégeront au Syndicat Mixte du Bassin du Lemboulas. Il précise que délégués titulaires et délégués suppléants seront chargés de représenter la communauté de communes auprès du Syndicat Mixte du Bassin du Lemboulas.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité (ou parvoix pour, voix contre, abstentions)

- le conseil communautaire approuve la révision statutaire du Syndicat Mixte du Bassin du Lemboulas ;
- *le conseil communautaire a élu les personnes suivantes comme délégués de la collectivité auprès du Syndicat Mixte du Bassin du Lemboulas :*

Délégués Titulaires

M.
M.
M.
M.

Délégués suppléants

M.
M.
M.
M.

- le conseil communautaire charge le président de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à

Vu, pour être annexé

à la délibération du

Conseil Communautaire

en date du... 19/12/18

A Castelsarrasin, le... 24/12/18

Le Président



STATUTS

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juin 1980 portant création du Syndicat Intercommunal d'aménagement Hydraulique (S.I.A.H.) du bassin du Lemboulas et de ses affluents,

Vu les arrêtés préfectoraux portant les modifications suivantes des statuts du S.I.A.H.,

- 6 mai 1981 : Adjonction du ruisseau de la Nauze et de son bassin versant dans la commune de Lafrançaise.
- 7 février 1984 : Adhésion de la commune de Molières
- 8 septembre 2006 : Extension du périmètre du SIAH, adhésion des communes de Moissac et Durfort - Lacapelette.
- 17 janvier 2008 : Transformation du SIAH en SMAH (Syndicat Mixte d'Aménagement Hydraulique). Extension du périmètre du SMAH, adhésion des communes de l'Honor de Cos, Montastruc et Piquecos.
- 16 février 2011 : Transformation du SMAH en Syndicat Mixte du Bassin du Lemboulas.
- 12 avril 2016 : Extension du périmètre du SMLB, adhésion de la Communauté de Communes Pays de Serres en Quercy.
- 14 mars 2018 : exercice des items 1,2 et 8 de l'article L.211-7 du code de l'environnement, adhésion de la Communauté de communes Terres des Confluences.

Article 1 – Dénomination, siège et durée

En application de l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est constitué un syndicat mixte qui prend la dénomination « Syndicat mixte du bassin du Lemboulas ».

Le siège du syndicat mixte est fixé au 1, passage de la Poste à VAZERAC - 82220.

Les réunions du syndicat mixte se tiennent au siège du syndicat ou dans tout autre lieu situé sur le territoire des collectivités membres.

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 2 – Composition du syndicat

Il est composé des collectivités publiques suivantes :

- la communauté de communes des Coteaux et Plaines du Pays Lafrançaisain (pour tout ou partie des communes de Lafrançaise, Puycornet, Vazerac, Labarthe, Montastruc, Piquecos, L'Honor-de-Cos)
- la communauté de communes du Quercy Caussadais (pour tout ou partie des communes de Molières, Montpezat de Quercy, Auty, Mirabel, Saint-Vincent d'Autejac, Montalzat, Labastide-de-Penne)
- la communauté de communes Terres des Confluences (pour tout ou partie des communes de Moissac, Durfort-Lacapelette, Lizac)
- la communauté de communes Pays de Serres en Quercy (pour tout ou partie de la commune de Cazes-Mondenard)
- la communauté de communes Pays de Lalbenque Limogne (pour tout ou partie des communes de Belfort-de-Quercy, Montdoumerc et Lalbenque)

- la communauté de communes du Quercy Blanc (pour tout ou partie des communes de Castelnau Montratier-Sainte Alauzie, Pern, Saint Paul-Flaugnac)

Le syndicat intervient dans les limites du périmètre de ses membres et pour les parties de leur territoire comprises dans le bassin versant du Lemboulas (Cf. *Annexe 1*).

Article 3 – Objet du syndicat

Le syndicat a pour objet, sur le bassin versant du Lemboulas, la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement pour les items suivants :

- 1° - L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- 2° - L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- 8° - La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Les compétences seront exercées selon une stratégie portée par le syndicat mixte qui priorise les actions, les travaux et les secteurs géographiques d'intervention concernés et présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, récapitulée dans des documents de planification tels que le programme pluriannuel de gestion des cours d'eau.

Article 4 – Administration du syndicat

Le syndicat mixte est administré par un comité syndical composé de **20 délégués titulaires** et 20 délégués suppléants.

Le principe de représentation est d'un délégué titulaire pour 5 % de participation dans la clé de répartition servant à calculer la participation financière des collectivités adhérentes.

Chaque collectivité membre désigne également des délégués suppléants (en nombre équivalent) appelés à siéger au comité syndical avec voix délibérative en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.

Le nombre de **délégués titulaires** est établi comme suit :

- CC Coteaux et Plaines du Pays Lafrançaisain	6 délégués
- CC Quercy Caussadais	5 délégués
- CC Terres des Confluences	3 délégués
- CC Pays de Serres en Quercy	1 délégué
- CC Pays de Lalbenque Limogne	2 délégués
- CC Quercy Blanc	3 délégués

Le **quorum requis** pour que l'assemblée puisse délibérer est de **11 membres présents**.

Le comité du syndicat élit, parmi ses membres, son **bureau** composé de :

- 1 président,
- 3 vice-présidents,
- 6 membres.

Le fonctionnement du bureau pourra faire l'objet de dispositions particulières adoptées par l'organe délibérant dans son règlement intérieur.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres du comité.

Pour l'exécution de ses décisions et pour ester en justice, le comité du syndicat est représenté par son président.

Les fonctions de Receveur du Syndicat sont exercées par Monsieur le Comptable du Trésor de Lafrançaise / Molières.

Article 5 – Dépenses

Le syndicat pourvoira sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à son fonctionnement et à la réalisation de son objet.

Concernant leur répartition, toutes les dépenses non couvertes par des subventions ou emprunts, tels les travaux, frais de fonctionnement et d'exploitation d'une part, et le remboursement des annuités d'emprunt d'autre part, seront réparties entre les collectivités publiques intéressées suivant des bases qui seront fixées par le comité du syndicat.

Article 6 – Recettes

Les recettes sont celles visées à l'article L. 5212-19 du code général des collectivités territoriales et notamment :

- Les participations des communautés de communes ;
- Les subventions de l'Europe, de l'Etat, des collectivités territoriales ou établissements publics
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés pour le compte des administrations publiques, des associations, des personnes morales ou des particuliers,
- Le produit des emprunts
- Les dons et legs

Article 7 – Conventions avec des collectivités extérieures au syndicat

Par convention et dans les domaines suivants :

- aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

qui relèvent des compétences du syndicat, des actions pourront être menées pour le compte de collectivités extérieures. Dans ce cas une convention entre le syndicat et la collectivité qui le demandera déterminera les modalités de cette intervention ainsi que les conditions financières.

Article 8 – Dispositions finales

Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, il sera fait application des dispositions du code général des collectivités territoriales.